

Brochure n° 3032

Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1740. – **Ouvriers**

IDCC : 1841. – **ETAM**

IDCC : 1843. – **Ingénieurs, assimilés et cadres**
(RÉGION PARISIENNE)

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(SEINE-ET-MARNE)

NOR : *ASET0850161M*

IDCC : 1740

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics de Seine-et-Marne ;

La confédération départementale des artisans et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) de Seine-et-Marne ;

La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour sa seule section bâtiment,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois CFDT d'Ile-de-France,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Réunies en commission paritaire à Melun le 27 novembre 2007, les parties signataires sont convenues de revaloriser les indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers du bâtiment de Seine-et-Marne.

Article 1^{er}

Indemnités de frais de transport

A compter du 1^{er} janvier 2008, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1^{re} zone A : 1,22 € ;
- 1^{re} zone B : 1,62 € ;
- 2^e zone : 2,22 € ;
- 3^e zone : 3,67 € ;
- 4^e zone : 4,69 € ;
- 5^e zone : 6,11 € ;
- 6^e zone : 7,33 €.

Article 2

Indemnités de trajet

A compter du 1^{er} janvier 2008, le montant journalier correspondant à chacune des zones est le suivant :

- 1^{re} zone A : 0,51 € ;
- 1^{re} zone B : 1,68 € ;
- 2^e zone : 2,55 € ;
- 3^e zone : 3,88 € ;
- 4^e zone : 4,57 € ;
- 5^e zone : 5,92 € ;
- 6^e zone : 6,77 €.

Article 3

Indemnité de repas

Le montant journalier est de 8,50 € à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Dépôt et extension

Conformément au décret n° 2006-568 du 17 mai 2006 (*Journal officiel* du 20 mai 2006) modifiant la procédure du dépôt des accords collectifs, le présent accord fera l'objet d'un dépôt par courrier sous format papier, texte original signé des parties, à la direction des relations du travail, ainsi que d'une version sur support électronique.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dammarie-les-Lys, le 27 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)